

LRA 1110 18

L'ANNÉE
1985

FÉVRIER 1986

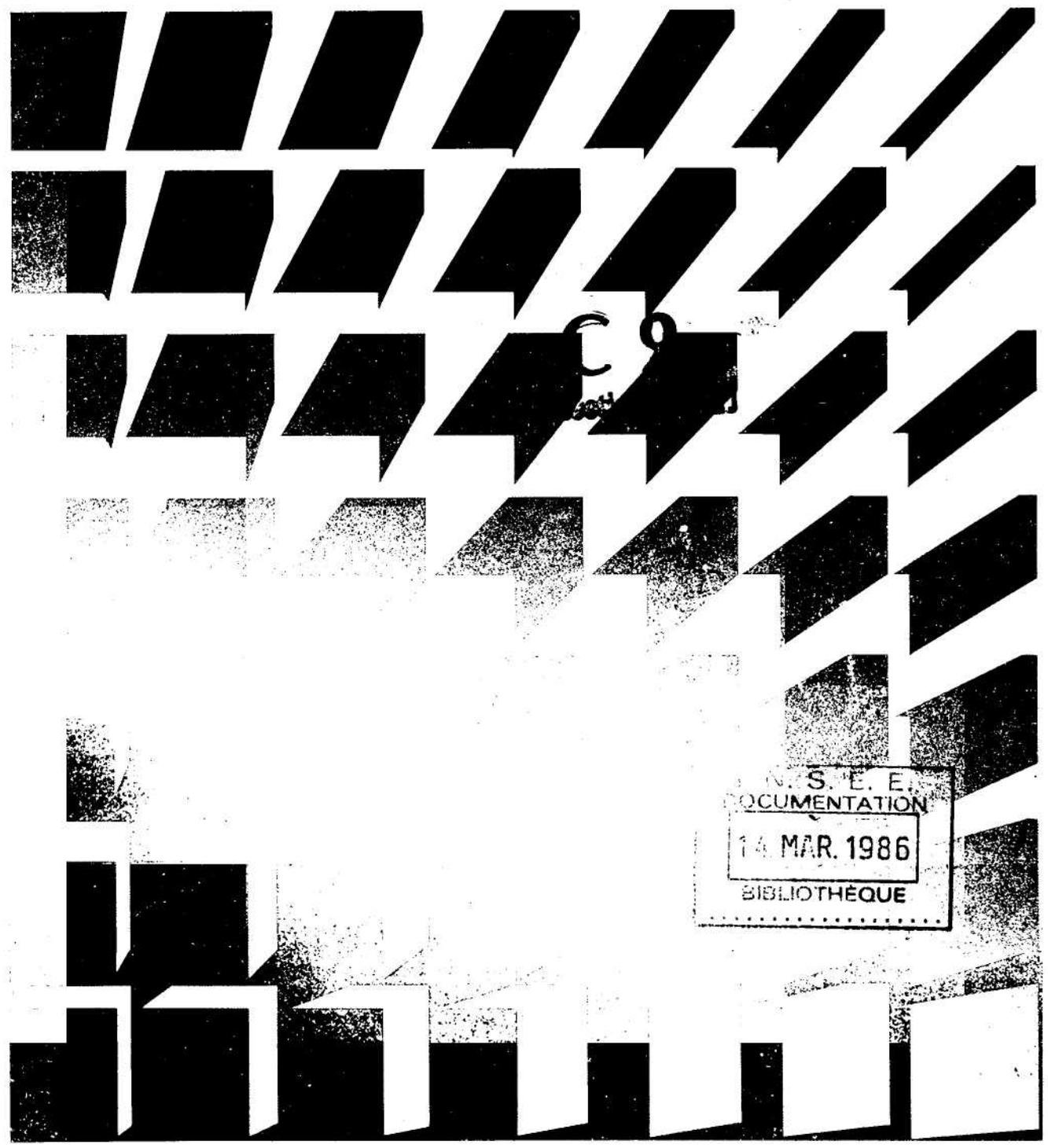
INSEE-BIBC



30000313123

NOTE JONCTURE L'INSEE

SUPPLÉMENT A TENDANCES DE LA CONJONCTURE



N. S. E. E.
DOCUMENTATION
14 MAR. 1986
BIBLIOTHÈQUE

institut national de la statistique et des études économiques

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

Supplément à Tendances de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget / Institut National de la Statistique et des Études Économiques / Directeur général: M. Edmond MALINVAUD / Direction générale: 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14 / Directions régionales: Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Services régionaux: Ajaccio, Amiens, Besançon, Caen.

SOMMAIRE

FEVRIER 1986

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

† Note de synthèse (rédaction achevée le 19 février 1986)

	Pages
VUE D'ENSEMBLE	3
1. L'année 1985	
2. Perspectives pour le premier semestre 1986	
I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	9
1. L'économie mondiale	
2. Les évolutions par pays	
II. LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS	17
1. Les prix du commerce extérieur et la compétitivité	
2. Les échanges en volume de produits manufacturés	
3. Les échanges énergétiques	
4. Les échanges agro-alimentaires	
5. Le solde commercial et la balance des paiements	
III. LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE	27
1. Les dépenses des administrations publiques	
2. Les recettes des administrations publiques	
3. Le contexte monétaire et financier	
IV. LES PRIX ET LES SALAIRES	43
1. Les prix à l'importation	
2. Les salaires	
3. Les coûts des entreprises et les prix de production	
4. Les prix de détail	
5. Une analyse de la réduction de la hausse des prix	
V. LA PRODUCTION ET LES RÉSULTATS DES ENTREPRISES	53
1. La production et les stocks	
2. Les résultats des entreprises	
3. L'investissement	
VI. L'EMPLOI ET LE CHOMAGE	69
1. L'emploi	
2. Le chômage	
VII. LE REVENU ET LA DEMANDE DES MÉNAGES	75
1. Le pouvoir d'achat	
2. La consommation totale et les aléas de 1985	
3. L'évolution de la consommation par grands postes	
4. L'épargne des ménages	
5. Les contreparties de l'épargne des ménages	
ANNEXES : 1) Les effets en France d'une baisse des prix du pétrole de 30 %	85
2) Les révisions des comptes nationaux	91
3) Le compte associé	95

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- Le N° 20 du cahier 1 (bleu) paraîtra le 26 mars 1986
- Le N° 18 du cahier 2 (vert) paraîtra fin mai 1986

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE, diffusée par le département de la diffusion de l'INSEE (chef du département: M. Pierre SOUBIE) / Maquette agence: PUZZLE / Cette publication fait notamment partie de l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE (chef de la section "TENDANCES": M. Lucien CHAUVET) / Informations générales ci-contre, bulletin d'abonnement et tarifs en dernière page.

Avertissement

Fondée sur les informations disponibles début février, cette note présente une analyse précoce des mouvements de l'économie française en 1985. Comme toutes les notes de début d'année, elle ne comporte pas de partie prévisionnelle détaillée, mais seulement une brève actualisation de la note de décembre sur les perspectives de l'économie française pour le premier semestre 1986.

Les comptes nationaux trimestriels sur lesquels repose l'analyse sont, en ce qui concerne les comptes de biens et services au quatrième trimestre 1985, les "Premiers résultats" publiés en Informations Rapides, série F, n° 28, 10 février 1986. On trouvera en annexe une brève étude sur les modalités et l'ampleur des révisions.

Conventions

Les trimestres sont repérés par les chiffres 1, 2, 3, 4 les semestres par I,II.

- M : Moyenne (MA : moyenne annuelle, MS : moyenne semestrielle)
- G : Glissement (GA : glissement annuel, GS : glissement semestriel)
- GAm : Glissement annuel mensuel (décembre année n/décembre année n-1)
- GAt : Glissement annuel trimestriel (4ème trimestre année n/4ème trimestre année n-1)
- GAs : Glissement annuel semestriel (2ème semestre année n/2ème semestre année n-1)
- GSt : Glissement semestriel trimestriel (2ème trimestre du semestre/2ème trimestre du semestre précédent)
- GSm : Glissement semestriel mensuel (dernier mois du semestre/dernier mois du semestre précédent)

On rappelle qu'on appelle "glissement" l'évolution (généralement exprimée en %) enregistrée par une variable entre deux dates ou deux périodes données. Il est donc parfois nécessaire de préciser à la fois la nature des périodes considérées et l'écart qui les sépare.

Source : La plupart des chiffres cités proviennent de l'INSEE et sont tirés des comptes nationaux trimestriels. On n'a pas précisé systématiquement lesquels de ces chiffres relatifs à l'année 1985 étaient encore des évaluations.

Le service de la Conjoncture de l'INSEE souhaite la plus large diffusion et la meilleure utilisation de ses travaux. Toute reproduction est donc autorisée. Cependant, dans l'intérêt même des lecteurs, citations ou références doivent être suffisamment explicites pour éviter des confusions sur les hypothèses et raisonnements qui fondent l'analyse économique.

I - L'ANNÉE 1985

En 1985, le produit intérieur brut marchand* augmente de 1,3 %, la croissance reprenant à partir du printemps à un rythme annuel un peu supérieur à 2 %. Le ralentissement de la croissance en moyenne annuelle (celle-ci avait été de 1,9 % en 1984) est essentiellement dû au léger repli de la production agricole après la campagne exceptionnelle de 1984 : hors agriculture, le taux de croissance de l'économie n'a pratiquement pas varié (1,5 % après 1,4 %).

Après les améliorations de 1983 et 1984, le solde commercial ne progresse plus en 1985 et reste déficitaire de 24 milliards (FAB-FAB douanier), malgré une réduction de la facture énergétique et une amélioration de l'excédent agro-alimentaire de près de 6 milliards chacune : c'est que l'excédent en produits manufacturés a diminué de 13 milliards.

La principale raison de ce recul est la réduction du décalage conjoncturel avec nos principaux partenaires, due surtout à la reprise de la demande intérieure française. Une autre raison est la lente érosion de nos parts de marché depuis la mi-1983. Deux phénomènes contingents sont cependant venus aggraver la situation : le premier est la chute de nos exportations d'aéronautique-armement (qui devraient se redresser à moyen terme) ; le second est le fort mouvement de stockage à partir du milieu de l'année, qui s'explique par l'amélioration des perspectives des industriels et aussi, sans doute, par un mouvement de «termaillage réel» : en fonction d'anticipations de change provoquées par la baisse du dollar, industriels et grossistes auraient intensifié transitoirement leurs achats à l'étranger de matières premières et de biens d'équipement.

Malgré ce recul par rapport à 1984, notre solde de produits manufacturés reste supérieur de 50 % à celui de 1983. Aussi, grâce aux progrès de nos échanges de services et d'invisibles (tourisme en particulier), la balance des transactions courantes redevient équilibrée avec un solde de près de 3 milliards. Nos performances industrielles sont toutefois loin d'être aussi bonnes que celles de notre principal partenaire, la RFA, qui dégage maintenant des excédents commerciaux gigantesques.

*Les évaluations en volume sont ici celles des comptes nationaux trimestriels aux prix de 1970, qui peuvent différer de celles des comptes annuels provisoires : ceux-ci estimaient la croissance du PIB en 1984 à 1,6 % aux prix de 1970, à 1,5 % aux prix de 1983.

Ralentissement de la croissance aux États-Unis avec cependant un creusement du déficit commercial, stabilité d'ensemble de la croissance européenne, nouvelles difficultés dans la plupart des PVD et des pays de l'OPEP par suite des baisses de prix des produits de base : au total, l'évolution de la demande interne en produits manufacturés n'aurait pas été, globalement, très différente en France et dans le reste du monde. Elle est chez nous sensiblement plus dynamique qu'en 1984 (2,5 %), sous le double effet de la reprise de la consommation et de l'importante formation de stocks. C'est donc la demande interne qui soutient la croissance en 1985, prenant ainsi le relais de la demande extérieure.

Après deux années de baisse, la consommation des ménages en produits manufacturés a en effet fortement augmenté (de 2,3 % en moyenne annuelle, de 5 % en glissement). Même si l'on fait abstraction des «stimuli» climatiques (vague de froid) et réglementaires - une modification de la réglementation a entraîné un transfert comptable de la FBCF en automobiles des concessionnaires vers la consommation -, cette reprise reste nette (environ 1,5 % en moyenne annuelle). Contrairement à 1982 cependant, la croissance de la consommation ne se traduit pas par une poussée des importations en biens de consommation courante (hors automobiles) et s'oriente largement vers l'industrie nationale : la croissance est donc sensible dans cette branche (plus de 2 %).

L'augmentation du pouvoir d'achat des ménages (0,5 %) est moins forte que celle de leur consommation. Le taux d'épargne continue donc à baisser. Ce sont surtout la croissance des prestations sociales et l'arrêt de l'alourdissement des impôts qui permettent ce gain de pouvoir d'achat après deux années de baisse. Celui-ci a lieu dans la seconde partie de l'année lorsque se produisent les allègements fiscaux et les hausses de salaires réels dues à un ralentissement d'ampleur inattendue de l'inflation.

En revanche l'investissement global stagne (il recule même, en termes de comptabilité nationale, en raison de l'effet «concessionnaires» déjà mentionné). La formation brute de capital fixe est pourtant toujours en forte progression dans l'industrie concurrentielle (9 %), mais elle serait stable dans le BTP et les commerces-services, et aurait décliné dans les GEN et l'Agriculture.

Par ailleurs, seul augmente l'investissement en matériel, ce qui permet à la branche des biens d'équipement professionnel de croître modérément en 1985 malgré ses médiocres performances à l'exportation, tandis que l'activité plafonne dans les biens intermédiaires et stagne dans l'automobile.

C'est au mauvais début d'année qu'il faut attribuer la faible augmentation de la production industrielle en moyenne annuelle (1 %). Grâce à un bon second semestre, la croissance est plus forte en glissement (environ 2 %). Dans le BTP, la baisse de l'activité se ralentit.

Comme on l'a vu, les prix des produits de base sont orientés à la baisse en 1985. En moyenne annuelle, le prix du baril de pétrole baisse de seulement 2 % en francs (mais de 5 % en dollars), celui des matières premières de 10 %. Au second semestre, la décrie du dollar réduit le prix d'un grand nombre de marchandises importées : s'ajoutant à celui de la saisonnalité habituelle, cet effet accentue le ralentissement de la hausse des prix de détail, qui passe de 3,4 % au premier semestre à 1,3 % au second, et se réduit ainsi de 2 points par rapport à 1984 sur l'ensemble de l'année. Aussi, avec 4,7 % en glissement annuel, la hausse des prix en 1985 avoisine la norme fixée par le gouvernement (4,5 %) et n'est désormais plus très différente de la moyenne de nos principaux partenaires (avec lesquels l'écart d'inflation s'est réduit d'environ 1,5 point).

Le ralentissement des prix des importations entraîne également un freinage des coûts des con-

sommations intermédiaires, que n'accompagnent qu'en partie les prix de production industriels. Les entrepreneurs continuent en effet à reconstituer leurs marges qui ne sont plus très loin en fin d'année des niveaux d'avant le premier choc pétrolier. Cette amélioration de leurs revenus permet aux entreprises d'accroître sensiblement leurs placements financiers et de limiter leur endettement. Mais, comme on l'a vu plus haut, seules les entreprises industrielles en profitent pour augmenter leurs investissements.

Encore ces investissements sont-ils plutôt de productivité que d'extension des capacités. Aussi, l'emploi industriel continue à se réduire à un rythme soutenu (- 130.000 emplois). En revanche, l'emploi se stabilise pratiquement dans le BTP après des années de forte baisse ; il recommence à augmenter dans les commerces où la situation se redresse avec la reprise de la consommation. Enfin les services marchands continuent à créer des emplois (40.000 par an).

Au total, la baisse de l'emploi salarié dans le secteur marchand non agricole se ralentit en 1985 et, grâce aux 190.000 TUC, l'emploi total augmente même (100.000).

Les demandes d'emploi reculent au cours de l'année 1985 (- 89.000 en glissement), pour la première fois depuis 1968. Compte tenu des ressources en main d'œuvre, cette diminution n'est cependant pas à attribuer entièrement à l'amélioration de l'emploi. Elle est due aussi à une augmentation des annulations en fin d'année dans les fichiers de l'ANPE.

Ensemble des biens et services marchands : équilibre ressources-emplois (volume aux prix de 1970)					Evolution en %		
1982	1983	1984			1985		
MA	MA	MA	84.I	84.II	85.I	85.II	MA
1,9	0,7	1,9	1,3	0,8	0,2	1,4	1,3
6,8	-0,6	2,3	2,1	1,7	1,6	4,4	4,7
-2,6	4,4	6,8	3,3	2,9	1,1	0,0	2,6
3,4	1,0	0,7	0,5	0,0	1,6	0,9	2,1
4,8	2,8	2,9	1,7	1,6	-0,6	2,3	1,3
0,7	-2,3	-2,0	-1,2	-1,3	-0,6	1,5	-0,5
					<i>dont :</i>		
0,6	-2,9	-1,5	-1,0	-1,6	-0,1	1,8	0,0
-7,1	-1,8	-5,8	-3,9	-3,1	-1,9	-1,5	-4,2
1,6	-0,9	0,5	0,8	0,7	-0,6	1,5	0,4
					(en contribution au PIB)		
2,8	0,3	0,2	0,2	-0,2	1,0	1,1	1,5
					Demande intérieure hors stocks		

Produits manufacturés ; équilibre résumé ressources-emplois (volume aux prix de 1970)						Evolution en %		
1982	1983	1984				1985		
		MA	84.I	84.II		85.I	85.II	MA
-0,3	0,0	1,8	0,9	1,7	Production effective	-1,0	2,4	1,0
8,5	-0,7	3,0	2,6	2,7	Importations	1,4	6,0	5,9
-3,0	4,1	7,6	4,9	2,0	Exportations	0,6	0,4	1,8
6,2	-1,2	-2,1	-1,3	-0,7	Consommation des ménages	1,8	1,7	2,3
5,9	7,5	2,3	0,9	0,3	Consommation des APU	0,4	0,9	1,0
4,7	-0,9	1,6	0,5	0,2	FBCF totale	1,1	1,6	2,0
					dont :			
2,1	-1,2	1,0	0,1	-0,7	- SCS-EI	0,7	1,7	1,2
1,5	-0,7	0,0	0,0	1,6	Variations de stocks	-0,1	2,7	1,3
					(contributions à la production)			
3,2	-0,9	0,1	0,1	0,2	Demande intérieure hors stocks	0,5	1,8	1,5

Emplois de la production en termes de contribution à la croissance du PIB				
	1982	1983	1984	1985
Solde extérieur	-2,5	1,3	1,2	-0,6
dont : - Exportations	-0,7	1,1	1,8	0,7
- Importations	-1,8	0,2	-0,6	-1,3
Demande intérieure hors stocks	2,8	0,3	0,2	1,4
dont : - Consommation totale	2,6	0,8	0,6	1,5
- FBCF totale	0,2	-0,5	-0,4	-0,1
Accroissement du stockage	1,6	-0,9	0,5	0,4
PIB marchand	1,9	0,7	1,9	1,3

Contributions des branches à la formation du PIB en points					
Part dans le PIB 84 %		1982	1983	1984	1985
11	Agriculture et IAA	0,7	-0,1	0,7	0,0
5	Energie	-0,1	0,2	0,2	0,2
25	Produits manufacturés	0,0	0,2	0,5	0,3
5	BTP	0,0	-0,2	-0,2	-0,2
43	Services	0,9	0,6	0,8	0,9
11	TVA	0,4	0,0	-0,1	0,1
100	Croissance du PIB marchand	1,9	0,7	1,9	1,3
	Croissance du PIB marchand (hors agriculture et IAA)	1,3	1,0	1,4	1,5

II – PERSPECTIVES POUR LE PREMIER SEMESTRE 1986

Une présentation détaillée des perspectives qui se dessinaient à la fin de l'année 1985 pour le premier semestre 1986 a été publiée dans la note de conjoncture de décembre. On soulignait alors les conséquences favorables pour l'économie française du double mouvement de baisse du dollar et du prix du pétrole, notamment sur les prix et le solde de la balance commerciale. On rappelait toutefois que cette dernière amélioration risquait de masquer les difficultés que connaissent les échanges industriels. Enfin, on indiquait que la bonne orientation de la consommation des ménages et de l'investissement devait soutenir l'activité et permettre à la production industrielle de croître au rythme de 3 % l'an au premier semestre de 1986.

Les deux mois écoulés depuis la rédaction de cette note apportent des données statistiques plus complètes sur 1985, et font connaître, à travers les enquêtes de conjoncture, les opinions des principaux agents économiques en début d'année 1986. Mais surtout, la baisse du prix du pétrole et celle du dollar apparaissent plus fortes que ce qui avait été alors retenu. Comment ces éléments nouveaux infléchissent-ils le diagnostic précédemment porté ?

Les effets d'une baisse du prix du pétrole sont analysés en annexe. Le prix du baril («spot», Mer

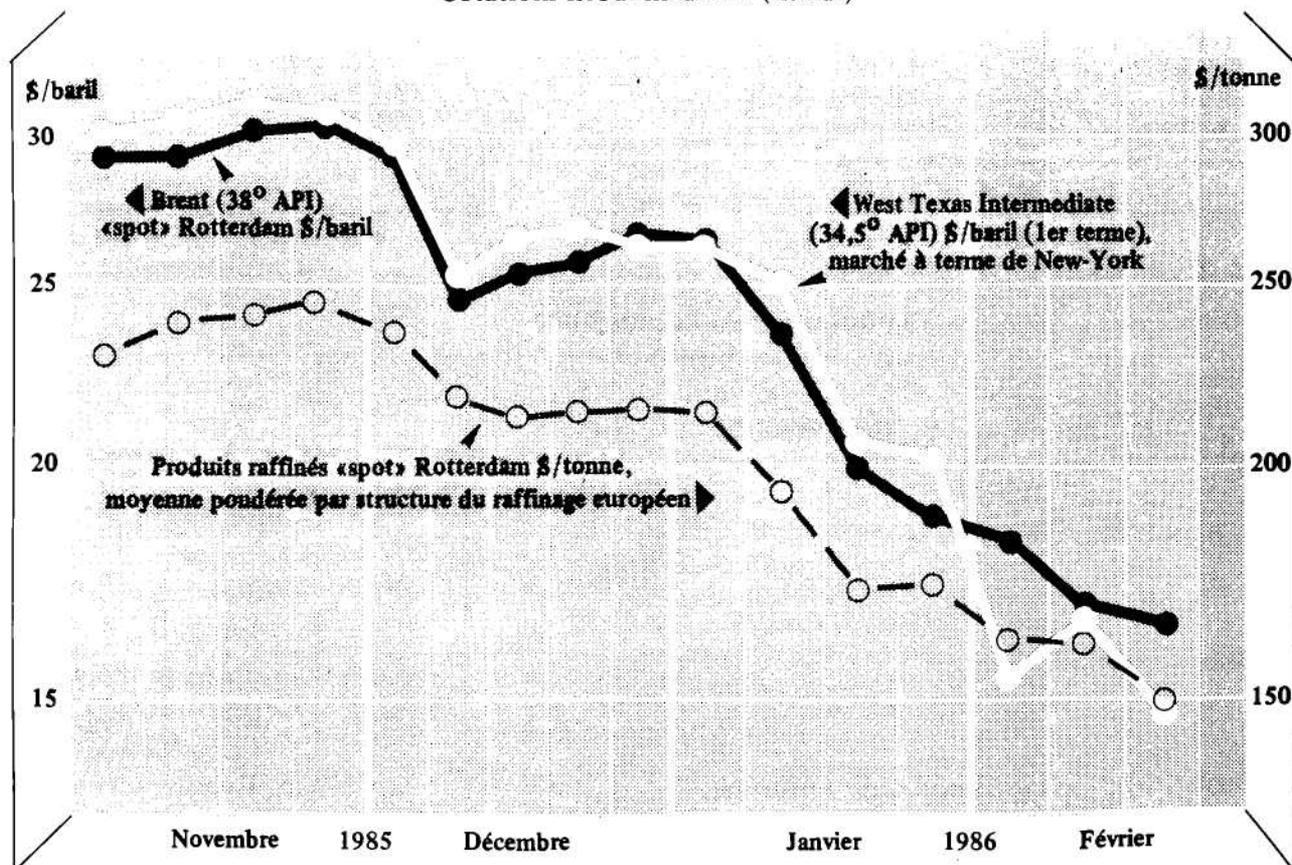
du Nord) retenu désormais pour le premier semestre est de 20 \$, et le cours du dollar de 7,50 F. Les effets les plus assurés de telles baisses de prix du pétrole et du dollar sont :

- une décélération des prix plus marquée encore que prévu : l'indice des prix de détail ne croîtrait que de 1 % en glissement sur le premier semestre ;

- une réduction d'au moins 60 milliards du déficit énergétique annuel par rapport à 1985, lequel s'établirait ainsi à environ 10 milliards par mois sur le premier semestre.

L'évolution du marché pétrolier a aussi des conséquences favorables sur l'activité : la décélération plus rapide des prix devrait provoquer des hausses de pouvoir d'achat des ménages même dans le contexte d'une politique salariale toujours serrée. La consommation des ménages, active sur la fin de 1985, devrait rester soutenue. L'investissement progresserait aussi, de même que les exportations à la faveur d'une demande mondiale plus élevée. La production enregistrerait les effets de cette meilleure orientation de la demande sans forte dégradation supplémentaire du partage du marché intérieur, l'effet de relance dû au bonus pétrolier étant commun à la France et à ses partenaires commerciaux.

* Cotations hebdomadaires (mardi)



* Spot : transactions au jour le jour portant sur des livraisons immédiates.

1er terme : transactions portant sur des échéances livrables au cours du mois suivant

Ces perspectives plus favorables doivent cependant être replacées dans un contexte conjoncturel mieux éclairé par les enquêtes de conjoncture et les données statistiques les plus récentes. La formation de stocks de produits industriels en fin d'année 1985 apparaît aujourd'hui plus élevée qu'il n'était prévu. Le fort stockage de matières premières et de demi-produits enregistré au troisième trimestre 1985 s'est poursuivi au quatrième trimestre, en liaison avec les incertitudes sur les cours des matières premières et sur les taux de change. Mais il apparaît aussi qu'à partir de la mi-1985, l'offre industrielle a rattrapé le rythme de la demande et que les stocks de produits finis se sont regarnis. De ce fait, la production industrielle a marqué une pause en fin d'année, et les industriels ont des perspectives personnelles de production moins favorables sur le tout début de l'année 1986.

Mais ce repli d'activité ne devrait être que momentané : l'appréciation générale sur les perspectives d'activité reste bonne (les chefs d'entreprise perçoivent l'amélioration de l'environnement international) et, comme on l'a vu, la demande intérieure devrait être plus soutenue au cours du premier semestre. En particulier, les résultats détaillés de la dernière enquête sur l'investissement dans l'industrie concurrentielle comme ceux de l'enquête dans le commerce de gros en biens d'équipement laissent attendre une poursuite de la progression de l'investissement productif et de la production des biens d'équipement.

Au total, et compte tenu de l'évolution du début d'année, la production industrielle pourrait croître au rythme escompté en décembre

(soit un glissement de l'ordre de 3 % l'an), avec un premier trimestre plus bas et un deuxième trimestre plus soutenu.

Les statistiques des échanges extérieurs en produits industriels actuellement disponibles ne remettent pas en cause le jugement défavorable porté sur l'évolution de nos parts de marché. La forte décélération des coûts, et particulièrement des coûts importés, pourrait toutefois donner aux industriels français les moyens de poursuivre les efforts qu'ils ont entrepris récemment sur leurs prix à l'exportation afin d'enrayer cette détérioration de leurs positions à l'étranger. D'autre part, sur le premier semestre 1986, la demande mondiale est revue à la hausse. Aussi la croissance des exportations industrielles pourrait-elle être légèrement plus forte qu'il n'était envisagé en décembre (après un quatrième trimestre 1985 plus dégradé). Mais il faut également s'attendre à des importations de produits manufacturés plus élevées que prévu en raison de l'évolution soutenue de la demande intérieure. Au total, l'excédent des échanges en produits manufacturés pourrait être plus faible au premier semestre 1986 qu'on ne le prévoyait il y a deux mois ; il resterait ainsi au niveau du second semestre 1985.

Cependant, comme il est indiqué en annexe, grâce à la forte réduction du déficit énergétique et à la progression de l'excédent agro-alimentaire récemment observée, le solde commercial FAB-FAB pourrait être excédentaire d'environ 15 milliards sur l'ensemble du semestre.

